



10 mars 2007

- *Assemblée générale de l'Omnium des Libertés le samedi 7 avril 2007 au « Pont du secret ».*
- *Procès en appel contre l'UNADFI le 27 mars à Paris pour faire condamner cette association dont l'activité est sans conteste contraire au droit français et pour obtenir enfin sa dissolution.*

Chers amis,

Une lettre un peu tardive en ce début d'année 2007 qui aura été fertile en évènements et en initiatives de toutes sortes sur lesquels nous reviendrons plus longuement par la suite. Tout ceci nous a bien occupé notamment en ce qui concerne les courriers envoyés aux parlementaires et présidentiables pour certains d'entre eux. Vous trouverez donc dans les pages 3 et 4 de cette lettre le texte envoyé aux 577 parlementaires. Comme vous en avez été déjà informés, la troisième et, nous osons l'espérer, la dernière commission parlementaire n'a pas été un succès pour ses promoteurs qui ont fait beaucoup de bruit pour pas grand-chose sur le plan législatif, Dieu merci !

Ils ont cependant, comme à l'accoutumée, usé et abusé des médias, du mensonge, des informations et des affirmations sans fondements. Le manque total d'éléments à charge concernant l'influence dangereuse des « sectes » sur les enfants n'a échappé à personne et nous avons donc saisi l'occasion de ce fiasco politico-médiatique pour alerter les parlementaires et la presse sur les agissements de la Miviludes et des anti-sectes.

Il ne s'agit pas de notre part d'un effet d'annonce mais d'une volonté profonde de nous enraciner, dans les années qui viennent, dans un processus juridique qui commence à porter ses fruits à différents niveaux. J'en veux pour preuve le changement profond d'attitude à notre égard que je constate dans les milieux d'avocats et de juristes en général. La notion d'atteinte grave aux libertés pour les motifs que nous invoquons depuis des années à fini par faire son chemin dans la conscience et aussi dans la mémoire des français.

La vindicte populaire contre les « sectes » ne date pas, en effet, d'aujourd'hui en particulier de la part des « chrétiens ». Depuis le moyen âge des millions d'hommes et de femmes, des juifs, des protestants ou des « sorciers » comme on dit, sont morts dans d'atroces souffrances, pour assouvir la folie meurtrière de leurs semblables, totalement irrationnelle et totalement inexcusable aux yeux de l'histoire. Des millions d'hommes et de femmes sont morts récemment de la même folie humaine en Europe. Beaucoup étaient juifs, d'autres tziganes ou résistants, mais aussi membres des témoins de Jéhovah et de diverses sectes.

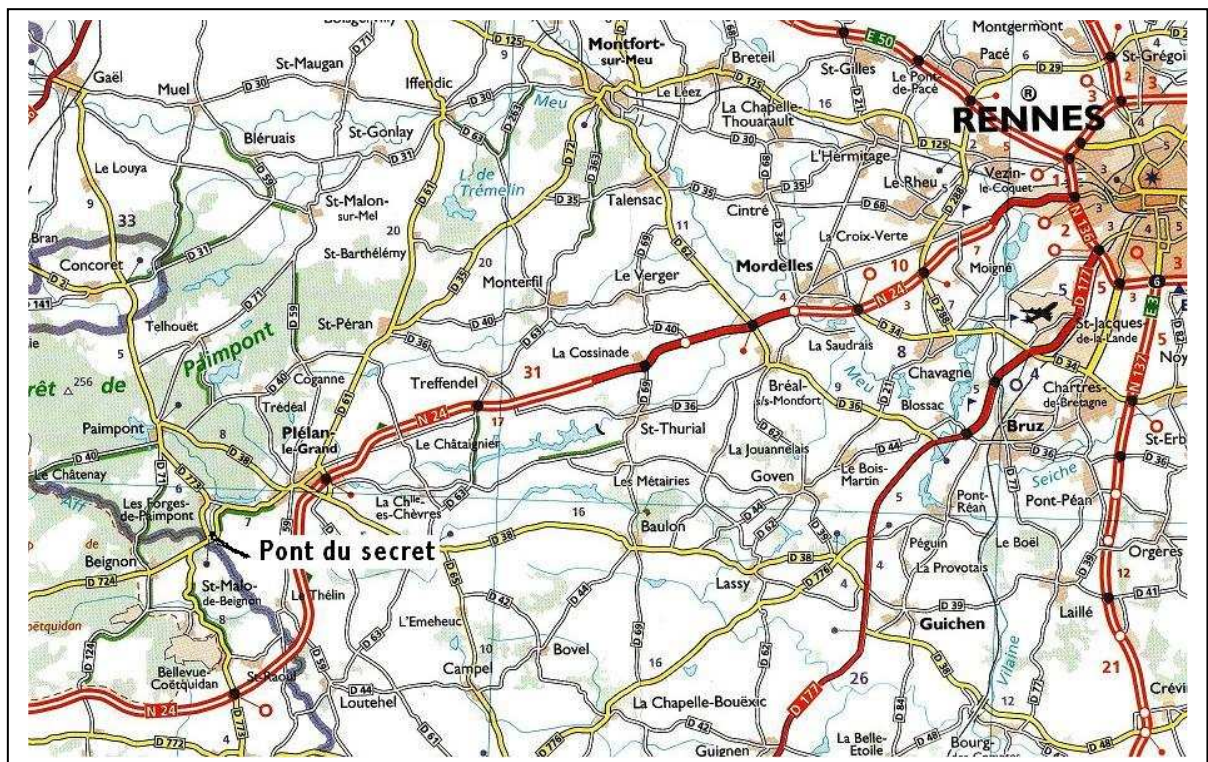
A chaque fois, qu'il s'agisse des nazis ou des inquisiteurs, les diffamateurs ont agité le spectre de l'homicide ou de la maltraitance des enfants pour attiser la haine et déclencher les massacres. Ceux qui réveillent ainsi les vieux démons de l'humanité, les vieilles peurs criminogènes, ne méritent aucune considération, pas plus que ceux qui incitent à la haine raciale ou à la xénophobie. La sectophobie est une haine tout aussi dangereuse et criminelle et ceux qui y incitent doivent être condamnés au nom de l'histoire humaine si douloureuse à cet égard tout autant qu'au nom des droits de l'homme et du citoyen.

Le procès en appel contre l'UNADFI aura lieu mardi 27 mars à Paris. Je vous rappelle qu'il s'agit d'une plainte commune et d'une demande de dissolution de l'UNADFI émanant de plusieurs plaignants ayant déjà obtenu la condamnation de l'UNADFI ou des ADFI pour diffamation dans des procédures précédentes. L'UNADFI a obtenu, comme vous le savez, un agrément du ministère de l'éducation nationale or, l'article 8 de la loi du 17 juillet 2001, prévoit que l'agrément est « subordonné à l'existence et au respect de dispositions statutaires garantissant la liberté de conscience, le respect du principe de non discrimination... ». L'article 5, entre autres, du règlement intérieur de l'UNADFI stipule que : « l'équipe s'engage

à ne rien affirmer publiquement qui ne puisse être prouvé en justice ». Au regard des innombrables diffamations et faux témoignages dont elle s'est rendue coupable, le contrat d'association fondant l'UNADFI est nul et c'est la raison pour laquelle nous demandons sa dissolution. Nous avons conscience de représenter les milliers de victimes des diffamations et des discriminations de L'UNADFI, même s'ils ne sont pas présents à l'audience. Nous avons également conscience d'agir à la mémoire de ceux qui se sont donné la mort, en proie au désespoir engendré en eux par la folie persécutrice de cette association avec la complicité de l'Etat et du législateur. Pensez à nous bien fort ce jour-là.

L'assemblée générale de l'OMNIUM des LIBERTES aura lieu le samedi 7 avril 2007 (samedi de Pâques) au lieu dit « Le Pont du secret » dans la propriété de Mme Jeanrenaud qui nous a aimablement autorisés à nous réunir chez elle. Vous trouverez dans la suite de cette lettre un plan détaillé pour vous rendre au lieu-dit « Le Pont du secret » en forêt de Brocéliande. L'assemblée débutera à 15 H, mais nous serons là dès 14 H. Elle se terminera, officiellement, au environ de 18 H après le vote des différentes décisions par les membres présents ou représentés. Si vous ne pouvez pas venir vous pouvez donner pouvoir par écrit à un membre de votre choix ou au président sur une simple feuille de papier libre (voir exemple à la fin de la lettre). Vous pouvez également exprimer vos idées ou remarques par écrit en nous les adressant ; Elles seront lues à l'assemblée. Au programme, bilan d'activité de l'année écoulée et bilan financier (simple et bref vu notre budget), les probables changements au sein du bureau et surtout la définition des orientations à venir de l'association en face des changements d'orientation de nos adversaires qui, faute d'être convaincants en matière de « sectes », se rabattent sur nos petits camarades « sorciers » des médecines douces ou alternatives et renforcent la répression contre les réfractaires aux vaccinations.

La notoriété dans l'opinion publique des médecines alternatives (plus de 30% des français interrogés souhaitent avoir pour médecin un praticien de l'acupuncture, de l'homéopathie ou de la phytothérapie et la majorité désapprouvent la chasse aux sorcières) est sans cesse croissante et la peur des effets secondaires graves des médicaments et des vaccinations aussi. Les pouvoirs publics s'en inquiètent au point d'en faire une affaire d'état et de gros sous surtout. Notre président de la Miviludes, Monsieur Roulet, ex-conseiller du



pénétration des milieux sectaires dans les milieux médicaux et dans le domaine de la santé. Les sectes y trouveraient, soi-disant, des proies faciles à manipuler, qui seraient ainsi soustraites à l'influence « bénéfique » de la médecine officielle. C'est là que l'on voit clairement à la défense de quels intérêts on détourne une partie de l'appareil d'état en particulier les services « spéciaux » de l'Etat qui sont à l'origine de la politique antisectes dans ce pays comme dans d'autres (je vous conseille particulièrement la vidéo du CICNS « 120 minutes pour la liberté spirituelle »). Quant l'écologie va un peu loin contre les intérêts de l'industrie nucléaire, on n'hésite pas à la dynamiter. Quand les mouvements religieux nouveaux commencent à occuper la place d'une religion dominante en perte de vitesse, il faut les discréditer et les empêcher de voir le jour par tous moyens même les pires. Quand l'industrie pharmaceutique et chimique est menacée à terme par les idées nouvelles en matière d'empoisonnement alimentaire, de pollution et de santé alternative, il faut agir vite et détruire les idées et les hommes qui les portent. Vous voyez, chers amis, qu'il y a du boulot et que nous ne risquons pas de nous ennuyer dans les années à venir si nous voulons, nous, les « sectes », voir l'amour et la tolérance triompher de la haine et de la discrimination, voir la terre enfin aimée et respectée des hommes, voir la vie et la nature triompher d'une mort annoncée, l'espoir renaître in fine au cœur des pauvres et des exclus.

Pour revenir à des choses plus pratiques, si vous ne trouvez-pas le « Pont du secret » une fois sur place, n'hésitez-pas à me téléphoner (06 80 33 47 54) et d'ici-là pour tout renseignement complémentaire concernant l'AG. Je rappelle à ceux qui n'ont pas encore réglé leur cotisation annuelle (et ils sont nombreux !) qu'il convient de le faire avant l'assemblée. Je rappelle également que si vous avez des problèmes financiers vous pouvez spontanément envoyer ce que vous pouvez, c'est mieux que rien pour nous comme pour vous. Si vous voulez que les choses bougent il faut également vous bouger un peu, voir vous déranger !

A bientôt j'espère Jacques Dubreuil

Lettre à Mesdames et Messieurs les Députés de la République française.

Madame, Monsieur,

En décembre 2006, une commission parlementaire présidée par Mr le juge Fenech a remis son rapport au président de l'assemblée nationale et a diffusé sur l'ensemble des médias publics nationaux un nouveau message gravement diffamatoire à l'encontre des mouvements dits « à caractère sectaire », concernant leur soi-disant influence négative sur les mineurs.

Or cette même commission a auditionné de nombreux représentants et responsables des ministères concernés par ce problème (Ministère de la Justice, de l'Education nationale, des affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Jeunesse, des sports et de la vie associative) qui tous ont conclu au fait que la problématique sectaire concernant les enfants est extrêmement marginale par rapport à l'ensemble des autres problèmes concernant les mineurs (8 affaires en France contre 100.000 concernant l'ensemble de la population !).

Pour les membres de cette commission, pour le président de la Miviludes, Jean-Michel Roulet et surtout pour la présidente de l'UNADFI, Mme Picard, il y a autant de cas que d'enfants recensés dans les mouvements dits « à caractère sectaire » et tout particulièrement les témoins de Jéhovah (c'est-à-dire environ 60000 !).

C'est donc l'appartenance même à une association religieuse qui est jugée comme délictueuse par ces antisectes et non une atteinte quelconque à l'ordre public, puisque les problèmes sont quasi-inexistants.

Les conclusions de cette commission parlementaire qui ne reposent sur aucun fait précis, relèvent donc de l'atteinte pure et simple à la liberté de religion à l'échelle de l'état. Elles constituent en soit un trouble grave à l'ordre public qui concerne des centaines de milliers de personnes, tous citoyens français et parents, qui appartiennent à ces groupes religieux minoritaires ce qui est leur droit le plus strict.

Les commissions parlementaires précédentes, qui avaient classé près de 200 associations comme « dangereuses et portant gravement atteinte à l'Ordre public » sur la foi d'un rapport des Renseignements généraux, ne semblent pas non plus reposer sur des preuves tangibles. En effet, jusqu'à preuve du contraire, toutes les associations et toute les personnes qui ont obtenu, très péniblement, par décision de justice, l'ouverture

de leur soi-disant dossier des RG, ont mis en évidence l'absence totale de contenu permettant d'étayer des accusations aussi graves.

Les cas qui relèvent d'une condamnation pénale se comptent sur les doigts de la main et ne justifient, en aucune façon, la mise en place d'une juridiction d'exception et d'une politique de répression mobilisant des moyens disproportionnés face à un problème aussi marginal. A moins de croire que l'état français s'installe purement et simplement dans une politique discriminatoire à l'égard des minorités religieuses de ce pays !

C'est ce que nous serions tentés de croire si le recours que nous instruisons auprès de vous devait rester sans suite ou se solder par une accusation de « tentative de manipulation » comme cela a été le cas jusqu'à présent à chacune de nos interpellations du pouvoir politique. Nous saurions en tirer les conclusions qui s'imposent en pareil cas. Nous poursuivons d'hors et déjà en justice l'UNADFI et nous continuerons à poursuivre cette association devant les instances judiciaires nationales, européennes et internationales si nécessaire.

Nous avons déjà fait appel, en collectif, à la commission des droits de l'homme des Nations unies qui a rendu son rapport au printemps dernier et qui a sévèrement critiqué l'attitude de la France à l'égard des minorités religieuses dans ce pays. La France, donneuse de leçon en ce qui concerne les atteintes aux droits de l'homme en général, ferait bien de se regarder en face en ce qui concerne les atteintes aux libertés religieuses caractérisées que constituent la politique antisecte de ce pays, qui porte gravement atteinte à l'image de la France au plan international.

Jusqu'à quand l'état Français fera-t-il porter à des centaines de milliers de citoyens hors de tout soupçon le fardeau de cette aberrante affaire de l'Ordre du temple solaire qui, de notoriété publique, relève plus du crime déguisé que du suicide des sectes ? Comme dans l'affaire Outreau, l'immoralité est du côté de ceux qui accusent à tort et non du côté des accusés innocents.

Nous demandons donc, à notre tour, que soit ouverte une enquête parlementaire concernant les soi-disant renseignements accablants qui ont servi à l'édification de la liste parlementaire sur les sectes et ont permis l'ouverture de la chasse aux sorcières en France. Une enquête sur les véritables manipulations politiques et administratives qui ont permis d'en arriver à une atteinte aussi grave aux droits de l'homme. C'est en toute impunité, pour l'instant du moins, que des politiques, des associations et des organismes se sont livrés à cette chasse aux sorcières indigne de notre pays, le rabaisant au rang des pays les plus intolérants de la planète.

Comment a-t-on pu en arriver à ce qu'un député socialiste, Alain Vivien, président de l'ex-Mission interministérielle de lutte contre les sectes, membre de la ligue des droits de l'homme, honore de sa présence le régime chinois lorsque celui-ci organise un colloque où furent évoqués des thèmes liés à la répression sanguinaire à l'encontre de la secte bouddhiste du Falun gong ? Comment a-t-on pu en arriver à voir des hommes et des femmes, incités par l'UNADFI, se servir de la dénonciation sectaire contre des parents, des amis comme aux heures les plus sombres de notre histoire récente ?

Mesdames et Messieurs les députés faites cesser cette infamie et sachez exhorter le peuple français à la tolérance et au respect d'autrui dans sa différence religieuse même si cette différence est parfois crispante. Le meilleur moyen de venir à bout des extrémismes et des communautarismes n'est-il pas la reconnaissance, le dialogue et la concertation ?

De nombreuses associations de défense des minorités religieuses et des médecines alternatives (classées elles aussi dans la mouvance sectaire) se sont constituées depuis une quinzaine d'années. Les responsables de ces associations se tiennent à votre disposition pour vous informer, si vous le souhaitez, du drame que vivent depuis bientôt vingt ans, des milliers de familles et d'individus qui n'ont rien à se reprocher et qui, malgré la répression dont ils font l'objet sont restés fidèles à leur religion et n'ont rien brûlé, ni cassé sur la voie publique.

Dans l'attente de votre réponse et, nous l'espérons, de votre mobilisation pour que les choses n'en restent pas là, veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre sincère considération.

Jacques DUBREUIL, président de l'association de l'Omnium des libertés.
Thierry BÉCOURT, membre de CAP pour la liberté de Conscience.

Exemple de pouvoir à un membre ou au président de l'Omnium des libertés:

Je soussigné : (nom et prénom)
donne à :(nom et prénom).....
pour voter en mes lieu et place les différentes motions ou décisions qui seront soumises
au vote au cours de l'assemblée générale de l'OMNIUM des LIBERTES du 7 avril
2007.

Fait le :(date)..... à :(lieu).....